

DÉBAT

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Je voudrais ouvrir le débat là-dessus et retiens de tout ce qui a été dit que les revendications et réclamations que nous avons faites depuis Marrakech jusqu'ici, ces revendications ont abouti à une session plénière consacrée à l'Afrique. C'est un progrès. Nous en félicitons les organisateurs.

Mais il faut cerner un peu le sujet concernant l'Afrique, parce que l'Afrique est vaste et variée. Je dois rappeler que les organisateurs de la WPC ont décidé cette année de mettre l'accent sur le Sahel. D'où la présence du général Behanzin, qui a eu à gérer la question de cette région.

Avant d'ouvrir les débats, j'ai reçu, avant de commencer la demande, Monsieur Narayanan, qui a été conseiller du Premier ministre indien pour les questions de sécurité, à qui je vais donner trois minutes pour nous faire une communication. Après quoi, je vais ouvrir une liste d'intervenants. J'ai vu quatre doigts. Je vais ouvrir une liste après. À l'ancien conseiller du Premier ministre de l'Inde, je lui donne trois minutes.

M. K. Narayanan, président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd, ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde (Manmohan Singh)

Thank you, Mr. President, I apologize for being an intruder. I asked for an opportunity to be part of the panel but obviously, the opportunity did not come my way. I took the unusual step of asking Mr. Gourdault-Montagne to send a piece of paper. I will be very brief. There is a longstanding India Africa connection and I think India played a fairly important role in Africa in the sixties and seventies, which is not so obvious these days. I find there has now been a lot of activity in India to extend a hand of friendship towards Africa and I came across an Indian initiative in the nature of an Africa-India economic foundation, which was fully backed by the Africa Union in 2020, and has been blessed by the UAE. If I might be permitted to read it, the paper of it is as follows:

Robert Dossou

Que l'on distribue ce papier, parce que la lecture va nous prendre beaucoup de temps. If you do not mind it would be better to distribute the papers.

**M. K. Narayanan**

I have just been told that the initiative is really an outreach from India and blessed by the UAE and to Africa, mainly with regard to technology and related aspects. I could not think of a better forum than this to mention it since I was going to be here. I have left some papers with the President, and I leave it to him to decide what he can do with it. Essentially, it is an India-UAE outreach to Africa, and I just thought that since we are looking at various aspects that we can all do to widen the relationship between Africa, Asia and more particularly India and Africa. I will leave it at that, the papers are there, and I produced a summary because I know your time is limited, so I will just read it.

I have said that the Africa-India Economic Foundation, AIEF is an institutional mechanism and a multi dimensional platform for the private sector and MSMEs of Africa and India to collaborate and create mutually sustainable and beneficial businesses in Africa. It aims to make good use of the available natural resources with the investment vision and logistics support from the UAE private and public sectors. Through its network, the AIEF will help business to business interactions and enable sustainable partnerships, thereby promoting cross border and international business synergies. This will enable Africa to become a key manufacturing hub in the future. This initiative of the AIEF received the historic approval of the leaders of African countries in the African Union Summit held in Addis Ababa. The decisions were recorded in the AU Summit decisions of 2020. This synergy will greatly empower the African continent and it will further the emergence of an Africa-India-UAE private and public sector partnership.

I will just leave it at that.

Robert Dossou

Merci Monsieur Narayanan. Je n'avais pas vu que vous aviez résumé le premier papier. Je vais demander que l'on en fasse des copies, afin que chacun ait le document. Je vous remercie.

M. K. Narayanan

Thank you very much, Mr. President.

Robert Dossou

Je vais maintenant ouvrir la liste. Je vous rappelle, parce que je suis tiraillé par le temps, que nous devons arrêter à 19 h 30 et il est déjà 18 h 55. Je vais prendre la liste. Chacun prend la parole et se présente rapidement. Je préfère prendre la liste et donner la parole à tour de rôle. Parce que selon le nombre d'inscrits, je vais voir comment répartir le temps.

Mohamed Laïchoubi, ambassadeur d'Algérie

Monsieur Laïchoubi.

Robert Dossou

Ensuite, la dame qui avait levé la main avant.

**Estelle Youssouffa, députée à l'Assemblée nationale française**

Estelle Youssouffa.

Robert Dossou

Il y a le Général Béhanzin, le Professeur Maïla. Rappelez-moi votre nom, s'il vous plaît.

Suresh Kumar, professeur au département d'études africaines de la faculté des sciences sociales de l'université de Delhi

Monsieur Kumar.

Robert Dossou

Rappelez-moi votre nom, s'il vous plaît.

Michel Foucher, membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes, ancien ambassadeur de France en Lettonie

Michel Foucher.

Robert Dossou

Est-ce que quelqu'un d'autre s'inscrit ?

Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires, ancien PDG de l'Agence française de développement, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Extrême-Orient

Jean-Michel Severino. J'aurais une question. Est-ce qu'on est supposé parler du Sahel ?

Robert Dossou

Non, vous parlez de toute question africaine qui vous intéresse. Nous ouvrons le panier. On met tout là-dedans. Après, nous allons classer. Et l'année prochaine, on avisera de ce qu'il appartiendra de faire au regard des multiples questions qui interpellent l'Afrique.

Est-ce que quelqu'un d'autre s'inscrit ? Tous ceux qui veulent s'inscrivent. J'ai sept personnes inscrites et je dispose de 30 minutes.

Un intervenant

Non, 22 minutes.

Robert Dossou

Ma montre retarde un peu, alors. Si je donne deux minutes à quelqu'un, ça fait 14 minutes. Donc, deux minutes pour qu'on ait encore le temps de reprendre la parole. Deux minutes, c'est bon ? Alors, je donne la parole à Monsieur Laïchoubi.

Mohamed Laïchoubi

Bonjour. Je suis ancien ministre algérien et j'ai eu le privilège, outre d'être enseignant, de travailler sur ces questions-là sur le terrain même, puisque j'ai eu la chance être médiateur du conflit du Nord du Mali et du Nord du Niger. Et donc, de l'Azawad, j'ai rédigé moi-même les accords et je me suis investi sur le terrain.

Mais pourquoi je mets en évidence le fait d'avoir été enseignant-chercheur ? Un certain nombre de questions m'ont interpellé et j'ai mené des travaux et des ouvrages, notamment un qui s'appelle Territoires et sociétés face aux crises internationales.

À partir de là, j'en ai tiré un certain nombre de conclusions qui vont, d'ailleurs, dans le sens notamment de l'intervention de Madame Aminata TOURÉ et de ceux m'ont précédé. Alors, assez rapidement, 3 millions de kilomètres carrés, 14 pays qui jouxtent, des richesses énormes (lithium, manganèse, charbon), couloirs stratégiques qui pèsent sur les équilibres non seulement énergétiques, mais les équilibres géostratégiques, tout simplement.

La seule demande de l'Inde et de la Chine va réunir plus de 65 %. La seule demande en pétrole, en énergies fossiles et en minerais représente à elle seule 65 % de l'intégralité des demandes des pays développés. Donc, il est clair que ce couloir stratégique/géostratégique a attiré l'intégralité des pays qui ont des préoccupations d'approvisionnement de leur industrie et autres.

Donc, ces temps-ci l'intégralité des spécialistes ont relevé que cet espace est devenu un espace de grande vulnérabilité sous-administré et qui, sur un autre de mes ouvrages, m'a fait dire et avancer le concept que j'évoquais en salle plénière « d'effets ciseaux ». J'avais évoqué le fait qu'il y a de graves problèmes. Ce sont des pays indépendants, qui dans la reconquête de leurs territoires, de leur économie et autres, se sont retrouvés dans des situations extrêmement complexes et pas faciles à gérer.

Mais au-delà de cela, la marginalisation des populations, un certain nombre de frustrations ont rendu des situations parfois extrêmement explosives et qui ont pesé sur les gouvernances souvent fragiles.

Le deuxième effet ciseaux, ce sont des convoitises et des ingérences. C'est aussi sur ça que j'ai pu travailler. Je n'apprendrai à personne quels sont les effets de l'Afghanistan, de la Syrie, de l'Irak, à l'époque du Congo, du Soudan. C'est-à-dire que le dramatique avantage, sans devoir convaincre ni en pédagogie l'intégralité des crises qui se déroulent sous nos yeux, nous révèle ce que j'évoque.

Et donc, j'ai tenté de convaincre mon pays, notamment le ministre des Finances et du Budget, que ce qui est un paramètre géopolitique doit se traduire par une politique budgétaire. C'est dire si la menace est grande. Cela veut dire que l'objectif fondamental est de moderniser votre territoire. Et l'objectif fondamental, c'est de moderniser votre société.

Pourquoi ? Parce que quand il y a des convoitises, on déchire votre société. On l'explose littéralement. On invente le chiisme. On invente le sunnisme. On invente les questions Druzes. On invente l'intégralité des problèmes de Touaregs.



Et pourquoi aussi je dis cela ? Parce que j'ai géré ce dossier avec le terroriste le plus réputé médiatiquement, en l'occurrence Iyad Ag Ghali, qui était un militant des causes avec le gouvernement central. Et puis, virage terrible, on ne voyait pas les grandes puissances quand j'étais sur ce dossier. Virage terrible, on les retrouve toutes après. Cela me fait dire que c'est la zone où on peut observer le futur, comment les compétitions des grandes puissances et puissances moyennes vont se dérouler.

En conclusion, l'intégralité des paramètres, et cela a été évoqué, ne pourront jamais, c'est-à-dire que cela devient totalement surréaliste que de parler des problèmes de bourse. La notion du capital, oui, parce que là aussi, il faut tirer des conclusions. On a tendance à évaluer les coopérations et les interventions institutionnelles des pays.

Mais on oublie le capital qui, souvent, dans nos pays ou dans ces pays-là a une capacité d'ingérence dans les politiques intérieures et dans les gestions de gouvernance, à telle enseigne que certain de ce capital est devenu lui-même extrêmement fort dans les pays d'origine et influence les politiques des pays d'origine.

Pour ces pays, si l'on veut saisir sa projection de développement, ses préoccupations, ses choix de politiques, si l'on n'intègre pas les paramètres géopolitiques et comment se structure l'ingérence, nous n'avons rien réglé.

Ma conclusion, si vous le permettez, c'est que c'est une chance pour un certain nombre de grands pays, avec les changements qui s'opèrent. C'est ici dans cette zone qu'elles peuvent dessiner leur futur partenariat, leur futur rôle. Comment peuvent-elles réussir dans les mondes qui viennent ? Je parle de l'Europe et en particulier de la France. Elle a cette chance incroyable de pouvoir modeler son nouveau partenariat avec ces pays pour pouvoir affronter les mondes qui viennent. Merci.

Robert Dossou

Je vous remercie. Je vous ai laissé déborder de trois minutes, parce que ce que vous expliquiez est en ligne directe avec la question du Sahel. C'est pour cela que je me suis permis de vous faire cette faveur-là.

Madame Aminata Touré a demandé tout à l'heure. J'ai dit oui. Pourquoi ? Parce que la crise du Sahel est multidimensionnelle et a plusieurs causes à la fois et fait appel à plusieurs solutions. Donc, il vaut mieux que je laisse comme ça. Je donne la parole à Madame Youssoufi.

Estelle Youssouffa

Estelle Youssouffa. Personne n'est parfait.

Robert Dossou

Non, parce que j'avais un ami marocain, Monsieur Youssoufi, ancien Premier ministre du roi du Maroc, ancien compagnon de Ben Barka, qui nous a quittés malheureusement. Allez-y, Madame.

Estelle Youssouffa

Députée à l'Assemblée nationale, je représente le territoire de Mayotte, territoire français et européen d'Afrique. Puisque nous sommes dans le canal du Mozambique. Dans l'esprit de la franchise des échanges qui tiennent à cette conférence, je pense qu'il est important pour la France et pour l'Europe de s'interroger sur la situation dans laquelle se trouve l'Afrique de l'Ouest, compte tenu du passé colonial, mais aussi de l'intervention française qui a duré quand même neuf ans au Mali.

Moi, j'ai milité au sein de la commission des affaires étrangères pour que l'on puisse faire le bilan de cette opération, qui a quand même coûté 59 vies de soldats français, on ne compte pas les victimes africaines, ce qui est quand même assez scandaleux, et quelques milliards, puisque le chiffre n'est pas officiel, aux contribuables français. Il me semble que pour entamer de manière constructive l'avenir, à un moment, il faudra aussi se regarder, nous, avant de demander des comptes aux partenaires africains. Nous devons rendre compte de notre propre action et nous interroger. Malheureusement, j'ai milité en ce sens.

Oui, pardon, mais ça fait 45 secondes que je parle, Monsieur le président, quand même. Il me semble que c'est important d'avoir cette lucidité de nous remettre en question, interroger les promesses non tenues. Je pense que la parole française et européenne n'a plus le même poids, parce que les promesses n'ont pas été tenues. On sait que les sommets sont maintenant une accumulation de grandes déclarations qui ne résistent pas l'examen une fois le temps passé des actes accomplis. Et ça, je pense que ça nous interroge.

La deuxième question, et je pense que la question du droit au développement est fondamentale, c'est que la discussion internationale sur le changement climatique et les conditions qui sont posées à l'Afrique me paraissent non seulement injustes, mais un brin quand même hypocrites, puisque les pays occidentaux refusent absolument de laisser le droit à l'Afrique à avoir accès aux technologies pour lutter contre le changement climatique ou pour l'adaptation à des tarifs sinon préférentiels.

Mais nous pouvons imaginer, comme pour la question des médicaments génériques, qu'à un moment, le continent enfreindra les règles des droits et les copyrights pour avoir accès à ces technologies fondamentales. Je pense que si l'on est sérieux sur le risque que pose le changement climatique, il y a une question de bien commun par rapport aux technologies pour l'adaptation.

La troisième chose qui a été évoquée ici, c'est la question de l'influence russe. Et lors des échanges avec certains dirigeants ouest-africains, qui ont soutenu l'Europe sur le positionnement international par rapport au conflit en Ukraine, il y a quand même une « amertume », pour reprendre les mots de Monsieur Zinsou.

Est-ce que l'Europe a considéré que l'Afrique de l'Ouest pouvait être vulnérable à l'action russe dans le conflit qui l'oppose à Moscou ? Moi, je pense que non. Je pense qu'effectivement, la question du chantage qu'a opéré Moscou sur les questions céréalières, mais aussi sur la déstabilisation du Sahel, participe d'un conflit entre Moscou et Bruxelles, qui est ancien, qui n'a pas commencé il y a quelque temps avec l'Ukraine.



En l'occurrence, la question de l'Afrique de l'Ouest n'a pas été prise en compte dans notre politique étrangère. Je pense que c'est un problème. Je parle non seulement de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi du territoire dont je viens, qui subit une ingérence russe. On voit beaucoup de cyberattaques dans l'Océan Indien sur les territoires sous influence française.

On peut considérer que la stratégie russe de déstabilisation s'inscrit dans un conflit qui est beaucoup plus large. On peut aussi voir la déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest ou, en tout cas, les tentatives russes comme un conflit secondaire. Je pense que c'est important, parce que finalement, pour nos partenaires africains, le sujet est de savoir si, fondamentalement, on considère l'Afrique simplement pour un partenaire utile, mais on ne lui rend pas service.

Enfin, une dernière chose concernant la question migratoire. Effectivement, le débat sera extrêmement houleux. Je pense que le prochain semestre à l'Assemblée nationale donnera un petit aperçu de la violence du débat public à ce sujet, qui est extrêmement émotif. Je suis bien d'accord, Madame Guigou.

Mais la question du conflit en Ukraine déstabilise ou, en tout cas, change le sens de gravité pour l'Europe et définit une partie de la menace pour l'Union européenne. On a décidé que la menace venait de l'Est. On voit bien que la question du Sud, de notre Sud de l'Afrique est complètement oubliée. C'est un problème, parce que je suis sur le temps long. Ma première WPC était à Monaco. Il n'y avait pas de discussion sur l'Afrique. Donc, je suis très heureuse qu'il y en ait une maintenant en plénière. On progresse.

Mais, effectivement, l'année dernière, on tirait déjà la sonnette d'arme sur la situation au Sahel. Et en fait, ça a empiré. Donc, le sujet est de savoir quand on entend les amis africains nous dire qu'ils n'arrivent même pas à accéder à des armes et que l'argument, c'est la corruption.

Je rappelle quand même que l'Ukraine faisait partie des dix pays les plus corrompus du monde et que ça n'a pas empêché de fournir de l'aide et des armes. Et si on prend au sérieux la crise au Sahel, on ne peut pas utiliser l'argument de la gouvernance pour empêcher des pays de se défendre. Je vous remercie.

Robert Dossou

Merci, Madame. Je vous ai toléré un dépassement de temps. Je donne la parole au Général Béhanzin.

Général Francis A. Béhanzin, président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Merci, Monsieur le président. Je voudrais simplement partager...

Robert Dossou

N'imitiez pas la dame. Restez dans les trois minutes.

Général Francis A. Béhanzin

Vous m'avez déjà pris une minute. Je voudrais m'inscrire quand même dans l'optimisme de Madame la Ministre Élisabeth Guigou et du Premier ministre Lionel Zinsou par rapport à la progression de l'Afrique. Il faut avoir confiance en l'Afrique et remercier par là l'Union européenne qui fait peut-être beaucoup pour la gouvernance sociopolitique.

Avant d'être commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO, j'ai été conseiller militaire en Guinée-Bissau, où nous avons déployé une troupe de maintien de la paix, soutenue largement par l'Union européenne.

C'est vrai que l'Afrique progresse. Je partage parfaitement les préoccupations du ministre Gadio, de la Première ministre Aminata Touré sur toutes les questions qui ont été évoquées, à savoir manque de stratégie, déficit de leadership, liaison entre sécurité et développement, inefficacité de la coopération, la résilience qui est interne à l'Afrique.

Il faudrait partager tout ça, mais par rapport à la CEDEAO, il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Il y a eu beaucoup de choses qui ont été faites au niveau de la CEDEAO. Il reste beaucoup à faire.

En réalité, je voudrais m'appesantir un peu plus sur la question que je connais le mieux, pour avoir été commissaire aux affaires politiques et sécurité pendant quatre ans, quatre mois et quatorze jours en mandat unique. Par rapport au terrorisme, je suis d'accord avec Monsieur Antil qu'il y a eu beaucoup de mutations sur le terrorisme. Elle était à idéologie religieuse au départ. Par la suite, nous pouvons inclure la mafia, parce qu'il y a beaucoup de trafics qui se développent dans le cadre du terrorisme.

Aujourd'hui, l'idéologie est alimentaire, parce qu'il y a des populations qui se disent marginalisées, frustrées, sans survie et qui se font recruter banalement par les terroristes. Je vous donne le cas du Burkina Faso où 80 % des terroristes sont des nationaux burkinabè, des jeunes.

Par rapport aux révoltes périphériques dont vous avez parlé, aux insurrections, c'est l'idéologie alimentaire du terrorisme aujourd'hui. Au niveau de la CEDEAO et au niveau du département que j'ai dirigé, nous avons une bonne cartographie des terroristes dans la zone du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Mais la difficulté, c'est que nous n'arrivons pas à endiguer ce terrorisme.

La CEDEAO a développé un plan d'action de lutte. Je voudrais répondre un peu à Monsieur GADIO. En 2019, les chefs d'État ont adopté un plan de lutte contre le terrorisme avec un budget estimé à 2,3 milliards de dollars US, mais nous n'avons pas le financement sur cinq ans, 2020-2024.

Le financement tarde à venir et je voudrais peut-être finir avec la conclusion du Premier ministre Lionel Zinsou par rapport au capital financier qui manque à la jeunesse, qui n'ont besoin que de petits projets à impact rapide pour ne pas se faire recruter par le terrorisme. Cela pose effectivement le problème de la gouvernance financière mondiale, gérée par des institutions fortes que sont le FMI et la Banque Mondiale et qui vient sur la question de la sécurité mondiale.

Là aussi, la question de la sécurité mondiale se pose par rapport à ceux qui sont dans le Conseil de sécurité et qui peuvent nous apporter des appuis aériens importants, susceptibles de nous donner des renseignements nous permettant d'endiguer le terrorisme, voire de l'éradiquer. Parce que le terrorisme, je peux vous le dire, n'a pas de visage et peut intervenir partout où besoin sera dans la tête du terrorisme. Merci, Monsieur le président.

Robert Dossou

Merci, Général Béhanzin. Je donne immédiatement la parole au Professeur Maïla.

Joseph Maïla, professeur de géopolitique et de relations internationales à l'ESSEC

Merci beaucoup, Monsieur le président. C'est toujours un plaisir de participer à des réunions dans lesquelles vous menez les débats et vous les organisez. Merci beaucoup. Je voudrais ne pas revenir aux questions qui ont été débattues.

La proposition d'entrée, la présentation d'entrée de Monsieur Antil a véritablement eu le grand privilège et la grande utilité de nous mettre en face de tous les paramètres qui contribuent à la fabrication des crises.

Mais les crises sont des toux complexes à dominantes. On trouvera du financier. Ceux qui voudront trouver de la migration trouveront de la migration. Il y a la question économique, la question climatique. Toute la question est de savoir comment on lit les conflits. Et bien sûr, cela diffère d'un pays à un autre.

Effectivement, si aujourd'hui, une certaine violence est attachée à l'Afrique et notamment à l'Afrique sahélienne, c'est véritablement pour nous une interrogation qui doit nous amener à voir sur quels paramètres nous allons mettre l'accent.

Quelle est la clé de solution à des conflits qui sont des conflits à millefeuille en quelque sorte, à millefeuille conflictuel ? Je pense qu'on a oublié une chose. Peut-être qu'on n'a pas centré là-dessus, alors que la diplomatie française s'acharne depuis 2012 et consacre le plus clair de son temps à l'Afrique de l'Ouest.

On n'a peut-être pas assez réfléchi à la gouvernance étatique et à la centralité de l'État. Cela me semble un concept fondamental. Que ce soit pour le développement économique, pour la lutte contre le terrorisme, il s'agit de revenir à cette centralité de l'État.

Il y a un rapport fascinant qui a été fait par le président du Conseil constitutionnel de l'Afrique du Sud dans la question Gupta-Zuma. Il met en avant un concept qui me semble fondamental, qui est celui de la capture d'État. Et l'Afrique du Sud est en train de penser en quelque sorte faire de cette capture d'État un délit à introduire dans le débat juridique.

Qu'est-ce qu'il veut dire par « capture d'État » ? Ce sont tous les procédés par lesquels l'État est systématiquement « siphonné » de tous ces moyens, si l'on peut dire. Alors, l'Afrique du Sud a mis l'accent sur la crise de l'électricité qui est énorme. Il faudrait faire un peu cette lecture dans laquelle on voit comment l'État de l'intérieur a été siphonné.

C'est là où effectivement empiler des concepts, qui n'ont pas le même sens dans tous les pays et dans tous les contextes, permettra de faire le tri entre le concept structurant ou le paramètre structurant et les autres.

Par exemple, la radicalité religieuse. Je ne suis pas un grand spécialiste ni même un petit spécialiste de l'Afrique. Mais quand on me parle d'islamisme ou de radicalité religieuse, le constat que je fais immédiatement, c'est que le terrorisme ou la radicalité religieuse en pays arabes est une proposition programmatique pour la substitution à l'État Nation d'un État de Oumma.

Je vous remercie d'avoir mis en avant le concept de terrorisme qui cache des insurrections. La violence islamiste dans des pays arabes est une violence de coalescence. Elle vise à proposer à l'État déliquéscent ou à l'État agonisant de l'État Nation une proposition éthique d'un nouvel État basé sur la charia.

Mais je constate, que ce soit au Burkina, que ce soit surtout au Mali ou au Nigeria, que ce sont des phénomènes effectivement d'autonomisation, de séparation, de création de mouvements qui, véritablement, comme dans le cadre de l'Azawad ou dans la région de l'Azawad, sont véritablement autonomistes. Donc, je plaide pour que l'on nuance un peu les concepts.

Cette remarque faite, je suis très heureux que le Général Béhanzin soit parmi nous hier. Mon Général, vous avez fait, hier, une prestation magnifique, mais un peu décourageante pour nous. C'est-à-dire que vous avez montré que dans la crise de l'Afrique de l'Ouest, rien n'avait marché. À part Serval qui avait bien fonctionné. Je reprends vos paroles, Barkhane n'a pas très bien fonctionné. Donc, les opérations extérieures ont leurs limites. Ça, nous l'avons dit.

Vous avez surtout dit que la MINUSMA, la MINUSCA avaient aussi leurs limites. Je voudrais vous poser la question, mais je pense qu'on n'aura pas le temps de répondre, je vais m'arrêter là, de savoir quelle est la cohérence de l'action de la CEDEAO qui a été entreprise et qui a permis, par exemple, de lever les sanctions au prétexte juridiquement bienfondé peut-être qu'en 2024, il y aurait une transition.

Et donc, effectivement, toute la panoplie de sanctions qui avaient été faites avec les retombées économiques terribles. Je pense à la crise qui avait lieu en 2011, où les bananes plantains de la Côte d'Ivoire ne pouvaient pas parvenir au Mali et la révolte avait été faite par les paysans de Côte d'Ivoire en voyant que la banane n'avait pas son champ d'exploitation.

Alors, si le multinational, si les opérations de paix, si les opérations extérieures ne réussissent pas, le recours au chapitre 8, avec une délocalisation de la charte des Nations Unies, ce sont des questions complexes. Encore une fois, il ne s'agit pas de se fixer sur un paramètre, mais de voir quel paramètre fonctionne.

Alors, je termine. C'est une question que je pose au Général Béhanzin. Quelle est la cohérence de la stratégie de la CEDEAO comme substitut à des approches qui n'ont pas fonctionné jusque-là ? Merci, Monsieur le président, de votre patience.

Robert Dossou

Merci. Ce que vous disiez est intéressant. Toutes les interventions sont intéressantes, mais nous avons la contrainte du temps.

Suresh Kumar

We cannot blame the regional organizations, particularly ECOWAS in Sahel. When we are talking about the political instability, we have to work for the government, work for political stability with the elected government, a strong judiciary and parliament. We have to distribute the power to all levels, right from the village to provinces, states, and the next level, then on developing a working democracy, and only then will we see light in the Sahel region. Give the economic power to villages and rural society and only then can we talk about the parliament.

As far as terrorism is concerned, there is a proliferation of small arms in Sahel today. You can buy any small weapon. The drugs cartels are there, right from the Boko Haram with a network that connects through Nigeria, Chad, Libya, Somalia and through to Afghanistan. We have to break up this network. Otherwise, I really wonder if Sahel might not become another Afghanistan, and that is one warning. Mr. Gadio has mentioned that Africa needs to wake up. And who will fix the alarm? Only stable government will fix the alarm. As far as the parliament is concerned, we cannot think about it in the Sahel region without decentralization. Mr GADIO raised the issue of a joint or common currency, but we have monetary union. But we need a proper systematic division of finance, and then only will we see an organization in the Sahel region. It is a future region and first we have to strengthen and stabilize the political field and only then will we think about the common currency. As far as issues of education, health, etc., are concerned, I can give an example of giving power to empower illiterate women. Yesterday, the journalist from The Sun mentioned that we should empower women for the "Solar Mamas". Give them proper training and these illiterate women will work for electricity. And we, in India, are providing training to African women and going to different parts of the continent for solar energy.

Last, to break the colonial hangover, you have to invite all the players because it is globalization. Thank you very much.

Robert Dossou

Merci, Monsieur le Professeur. Je donne la parole à Monsieur Michel Foucher.

Michel Foucher

Je suis très sensible à ce qu'a dit Madame Touré, [sur la relation] France-Afrique, parce qu'à chaque fois que je vais là-bas, et j'y vais souvent, les questions viennent. Alors, bien sûr, il y a les contentieux historiques.

Mais il y a aussi une habitude d'associer ou plutôt, notamment chez les jeunes qui ont raison de s'exprimer, de considérer que tous les problèmes de gouvernance, c'est de la faute de la France. Et donc, les questions que mon ami Cheikh Tidiane Gadio a indiquées tout à l'heure, le leadership, quand il y a un problème de leadership, c'est toujours de la faute de la France.

Et donc, Christophe Guillou, notre ancien ambassadeur au Cameroun, qui est maintenant directeur du développement au Quai d'Orsay, avait l'habitude de dire aux Camerounais : « oubliez-nous ». C'est la première fois qu'un ambassadeur de France en Afrique dit des choses comme cela.

Et puis, les contentieux, mais il y a aussi les présences françaises. Alors moi, je suis très triste quand je vois que l'on brûle l'Institut culturel français à Ouagadougou ou des lycées. Je ne comprends pas pourquoi, alors que cela n'a rien à voir avec la France ce qui se passe. Je rappelle qu'il y a 163 lycées français sur le continent, 127 si on enlève le Maroc. Il y a 10 Instituts Pasteur et 2 antennes. Il y a 60 instituts culturels. Il y a les agronomes, les hôpitaux, etc.

Et je cite un autre ambassadeur. Au moment de quitter son poste à Madagascar, faisant face, comme à Mayotte, à une propagande russe absolument effrénée contre la présence française, il a dit : « où sont les agronomes russes ? Où sont les lycées russes ? Où sont les hôpitaux russes ? Je n'en vois pas ».

En effet, la question France-Afrique est posée, mais elle est actuellement démultipliée par cette propagande à laquelle on répond avec beaucoup. Mais si vous voulez, le lycée français d'Abidjan a été brûlé il y a quelques années et son auteur vient de rentrer amnistié à Abidjan. Vous comprenez ? Alors, maintenant, le lycée Mermoz est tout neuf. Il y a des lycées « flambants neufs ». Je suis désolé de terminer sur ce mauvais jeu de mots.

Robert Dossou

Merci. Vous vous êtes exprimé sur un sujet délicat, mais d'actualité. Je crois qu'on a beau faire, on ne peut pas se débarrasser. Quand vous avez été colonisé par la France, vous ne pouvez pas vous débarrasser de la France. On a beau tourner, on y revient. Mais c'est une question de temps. Ça va se régler.

Je passe la parole au dernier orateur inscrit. Mon vieil ami Severino, je lui donne la parole.

Jean-Michel Severino

Merci, Monsieur le président. Alors, je suis un investisseur en Afrique dans les start-ups et PME. Dans la zone Sahel, dans les trois pays de la zone Sahel (Mali, Niger, Burkina), nous entretenons des équipes d'investissement et nous sommes au capital. Nous avons investi dans une cinquantaine de start-ups et PME, dont beaucoup sont affectées par la dynamique politique et surtout la dynamique de fonds.

Ce que je vais partager avec vous est un peu le fruit de l'expérience de ce qu'ils ont partagé avec moi au cours de ces dix dernières années. Le cœur de ce que je voudrais dire, c'est qu'il y a de très multiples dimensions à la crise sahélienne, et Alain Antil les a bien évoquées.

Mais le cœur et la raison qui fait que l'ensemble des mouvements externes, y compris le djihadisme mort dans la région, c'est que nous faisons face à une crise très profonde, très durable de l'agropastoralisme, que ni des gouvernements nationaux ni l'aide publique au développement n'a réussi à traiter et ne réussit à traiter.

Les raisons sont d'une extrême simplicité. Depuis dix ans, le cheptel de bétail a été multiplié par quatre dans la région, témoignant d'une croissance économique extrêmement significative. Rappelons que les pays sahéliens ont entretenu dans la dernière décennie des taux de croissance de 6 % par an en moyenne et ce n'est pas que les mines.

En même temps, la population a explosé, notamment la population rurale sédentaire. Le Mali est passé de 3 millions d'habitants aux indépendances à près de 25 millions d'habitants, avec une croissance démographique qui est aujourd'hui à 3,3 % par an. On le calcule vers 2050 à 40 millions d'habitants. L'essentiel de cet accroissement démographique, malgré l'urbanisation, se fait en zone rurale.

Et simultanément, troisième facteur, les terres occupables et les points d'accès à l'eau se raréfient en raison du changement climatique et de la désertification. Donc, nous sommes dans une crise massive d'occupation et de traitement de l'espace.

Qui plus est, les populations agropastorales sont de plus en plus hors de contrôle, parce qu'une fraction croissante des propriétaires de cheptels, y compris dans le monde Peuls, ne sont plus avec leurs troupeaux. Ils sont en ville et les troupeaux sont conduits, traités par une population jeune, une classe pastorale de plus en plus marginalisée, pauvre, déclassée, hors de contrôle et particulièrement vulnérable à la radicalisation.

Ce sont ces jeunes-là qui expliquent les 80 % de terroristes burkinabè ou de djihadistes burkinabè nationaux qui se rebellent contre leurs autorités et qui sont aujourd'hui, je dirais, la raison même du fait que le mouvement djihadiste a complètement échappé au contrôle de tout le monde et se propage au sein même du corps social.

Ce que je voulais simplement dire en conclusion, parce que c'est déjà bien trop long, c'est que tout ceci nous invite à quitter le terrain des idéologies, des grands discours sur la gouvernance africaine, la démocratie, l'ingérence de ceci pour nous occuper de ce sujet-là. On voit bien que pour traiter ce sujet, il faut une partie politique qui ne peut ressortir que du dialogue interne.

C'est comment les différentes communautés arrivent à traiter ensemble un problème de gestion du foncier très grave, très durable, qui ne va pas disparaître et qui va même s'aggraver. C'est le volet politique. Il est interne aux sociétés.

Il y a un volet nataliste, forcément, qu'on ne peut traiter que par l'accès des filles à l'éducation. Parce que chaque demi-point supplémentaire de croissance démographique ou chaque demi-point de croissance démographique inférieure a une influence fondamentale sur la dynamique du conflit.

Enfin, on a besoin d'une expansion massive des emplois en zone urbaine pour capter de l'excédent de main d'œuvre rurale et offrir du job. Et ça, c'est le secteur des PME formel, des investissements en infrastructures qui va traiter ce sujet.

Je m'arrêterai vraiment là. Ma question collective, c'est comment arrive-t-on à traiter de ce sujet en passant par derrière nos obstacles idéologiques, nos coquilles, nos écailles devant les yeux ? Et même les problèmes militaires qui nous empêchent d'une certaine manière de nous concentrer là-dessus.

Ce que je constate aujourd'hui, c'est qu'au fond, aucun acteur, et je pèse mes mots, à part peut-être au Niger, n'est véritablement en train de traiter ce sujet-là. Et c'est ce sujet-là qui nous sortira de la dynamique djihadiste.

Robert Dossou

Je vous remercie. Le temps est passé, mais je ne peux vous laisser partir ainsi. Je voudrais vous dire à vous tous que, personnellement, je suis d'accord avec tous ceux qui ont fait un exposé pessimiste de la situation. Dans le même temps, je suis d'accord avec ceux qui ont fait un exposé optimiste de la situation. Les deux vont ensemble. Et lorsque mon ami Severino dit qu'il faut laisser la gouvernance de côté, je suis désolé de le contredire, parce que tout se tient.

Lorsque l'ancien Premier ministre Lionel Zinsou dit « c'est le capital » et que Monsieur Severino a repris, Monsieur Severino est très bien placé pour comprendre ce que Monsieur Lionel Zinsou a dit, parce que lui-même est impliqué dans la capitalisation de sociétés privées en Afrique. Il a fait l'expérience.

Je souhaiterais que l'on ait un débat la prochaine fois sur cette question-là et qu'on en débâte. Si la gouvernance est bonne, l'investissement viendra. Donc, nous ne pourrions rejeter la gouvernance. Il n'a pas vraiment raison. Mais, en même temps, il y a des points d'espoir que nous ne devons pas non plus écarter, mais il y a des thérapies à appliquer.

Madame la Première ministre, Aminata Touré a bien dit qu'il faut s'appuyer sur les jeunes et qu'il y a des contentieux à vider. Mais lorsque l'on empêche les gens de vider ces contentieux, les gens s'insurgent et se révoltent. C'est sûr et certain.

Lorsque le Premier ministre, Lionel Zinsou dit « c'est le capital et qu'il faut des garanties pour », nous avons à faire le point des garanties qui ont été mises en œuvre. Il y a, au niveau de toutes les grandes puissances, des organismes comme le FAGACE, l'OPIC, etc., qui ont subi des évolutions.

Il y a également des garanties multilatérales MIGA et autres, même des garanties régionales comme FAGACE en Afrique. Mais alors, qu'est-ce que cela devient ? Faisons le point. Nous n'avons pas le temps de faire le point aujourd'hui. Mais nous devons noter dans nos conclusions qu'il y a des réflexions que nous allons ajourner pour la prochaine World Policy Conference. C'est très important.

Mais je déplore aussi une chose. L'année dernière, dans l'introduction que j'ai faite à cet atelier, j'ai dit que tous les États africains qui ont recours à Wagner violent les traités auxquels ils ont souscrit, parce que Wagner n'appartient à aucune armée étatique. Wagner, c'est le mercenariat.

Or il y a une convention de l'Organisation de l'unité africaine, à laquelle ont souscrit tous les États africains, qui incrimine comme infraction pénale le recours au mercenariat. Il y a également une convention des Nations Unies qui fait la même incrimination des États qui recourent à du mercenariat. Elle croit qu'il faut les traduire devant la Cour Internationale. Je m'excuse de terminer sur cette note, mais il y a des tas de choses sur lesquelles nous fermons les yeux.



Avec votre permission, je vais abréger les débats. Moi-même, je suis frustré, car je n'ai pu dire tout ce que j'avais envie de dire. Alors, partagez ma frustration avec moi et soyez heureux d'avoir entendu ce que l'on a entendu. Je vous présenterai la synthèse demain matin. Je déclare cette séance levée.

Madame Élisabeth Guigou a dû partir, parce qu'elle est astreinte à certaines obligations. Je vous remercie. La séance est levée et je remercie tous ceux qui sont intervenus. Je remercie aussi ceux qui se sont abstenus d'intervenir. Merci. La séance est levée.